



DÉCLARATION

94/11

TELLE QUE PRONONCÉE

DÉCLARATION

DE

L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

À L'OCCASION DU DÉBAT

SUR L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

OTTAWA (Ontario)

Le 15 mars 1994

Monsieur le Président, nous croyons qu'il est temps d'examiner notre politique étrangère à la lumière des changements survenus dans le monde, de nos intérêts nationaux, mais aussi à la lumière de nos capacités et des nouvelles contraintes que nous connaissons aujourd'hui.

Le Livre rouge dressait la liste des initiatives que le gouvernement libéral entendait poursuivre. Depuis ma nomination au poste de ministre des Affaires étrangères, le 4 novembre dernier, j'ai pris les mesures nécessaires afin d'arriver à ces objectifs.

Premièrement, le gouvernement ratifiera bientôt la Convention sur le droit de la mer. Nous reconnaissons le désir des Canadiens et des Canadiennes, en particulier ceux des régions atlantiques, de voir un mécanisme international plus efficace pour le contrôle des pêcheries en haute mer. À cette fin, mon collègue le ministre des Pêches et des Océans se rendait à New York hier pour participer à une conférence extraordinaire des Nations Unies sur cette question.

Par ailleurs j'ai demandé aux fonctionnaires de mon ministère de produire un document de travail sur les grandes questions touchant la réforme de l'Organisation des Nations Unies. Alors que nous nous préparons à célébrer le 50^e anniversaire de cette organisation en 1995, je rappellerai que le Canada a toujours occupé une place relativement importante aux Nations Unies. Nous avons accordé, dans le cadre de la préparation de ces fêtes du 50^e anniversaire, une contribution financière à l'Association canadienne des Nations Unies, afin de l'appuyer dans ses efforts pour sensibiliser la population canadienne à cette réforme de l'Organisation des Nations Unies dans le contexte du 50^e anniversaire.

De plus, de concert avec mon collègue le ministre de l'Environnement, je poursuis des efforts pour placer le développement durable au centre de notre programme d'aide internationale.

Enfin, nous avons aussi fait état dans notre Livre rouge de notre volonté de démocratiser l'élaboration de la politique étrangère canadienne. Notre volonté est toujours aussi ferme.

Ainsi, il me fait plaisir d'ouvrir aujourd'hui, en cette Chambre, le débat sur l'examen de la politique étrangère.

Nous avons promis de doter le Canada d'une politique étrangère indépendante. Qu'est-ce que cela veut dire, une politique étrangère indépendante? C'est, d'abord et surtout, d'avoir le courage politique de dire ce que l'on pense, d'oser le dire parfois malgré les autres, d'oser le dire souvent avant les autres, mais de toujours le dire mieux que les autres. Notre politique étrangère doit non seulement être indépendante, mais

nous devons la démocratiser. Et la meilleure façon de la démocratiser, c'est, bien sûr, d'être à l'écoute des préoccupations et des intérêts des Canadiens et des Canadiennes. C'est pourquoi nous voulons élargir le processus de consultations publiques afin de permettre au Parlement de jouer, au premier chef, un rôle important dans cette révision.

Nous avons promis que nous permettrions au Parlement d'exprimer son point de vue sur les grandes questions à caractère international. C'est ainsi que les députés ont eu l'occasion de débattre de notre rôle de maintien de la paix en Bosnie, ainsi que des essais des missiles de croisière au Canada. Je pense que ces initiatives nouvelles doivent être maintenues. Je pense que le comité parlementaire a ainsi une occasion exceptionnelle de se pencher sur les grandes questions qui doivent faire l'objet d'une révision dans le cadre de l'examen de notre politique étrangère.

J'espère et je souhaite que les parlementaires tiendront des séances publiques un peu partout à travers le pays et inviteront la population canadienne, non seulement à soumettre des mémoires, non seulement à venir témoigner devant le comité parlementaire, mais à établir un dialogue avec le gouvernement par l'entremise des membres de ce comité de la Chambre des communes et du Sénat.

Nous allons aussi inviter la population à participer activement à cet examen. Ainsi, nous tiendrons les 21 et 22 mars prochain, ici à Ottawa, un forum national sur les relations internationales du Canada. Ce forum sera parrainé par mes collègues, le ministre du Commerce international et le ministre de la Défense, et moi-même. Le premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, présidera l'ouverture des travaux.

Plus d'une centaine de personnalités canadiennes de différents milieux, représentant différents organismes, différents groupes, seront invitées à examiner, en profondeur, dans des ateliers de travail, les grandes directions de notre politique étrangère en tenant compte des changements bouleversants de ces dernières années. Leurs remarques seront certainement très utiles lorsque nous ferons le bilan de notre politique étrangère. Nous devrions être en mesure de déterminer quelles sont les politiques qui continuent de servir nos intérêts et quelles sont celles qui méritent d'être reformulées.

Après la tenue du forum, le gouvernement demandera à ce comité parlementaire mixte d'entreprendre son propre examen, de tenir compte de ce qui aura été dit au forum et de formuler des recommandations précises au gouvernement du Canada. Je souhaite que le comité ait l'occasion d'entendre les opinions et les points de vue les plus divers à travers le pays.

Pendant ce temps, avec mes collègues, les deux secrétaires d'État et le secrétaire parlementaire, je poursuivrai une vaste

consultation auprès de tous ceux et celles qui s'intéressent aux questions internationales et, en particulier, au programme d'aide au développement international.

Les récentes consultations annuelles sur les droits de la personne, avec les organisations non gouvernementales, ont été très fructueuses alors que nous nous préparions pour la Commission des droits de l'homme à Genève cette année. La récente semaine du développement international a été pour moi plus qu'un simple exercice d'écoute. Elle m'a permis en fait de poursuivre et de développer des liens de coopération avec nos interlocuteurs. C'est dans cet esprit que nous voulons poursuivre cette démarche, car il y a une multitude de citoyens qui, au sein des organismes non gouvernementaux, poursuivent la politique étrangère canadienne, et participent à la bonne renommée dont jouit le Canada à travers le monde en servant dignement et d'une façon très substantielle les intérêts canadiens à l'étranger.

Je tiens à souligner en cette Chambre l'importance que j'accorde au processus de consultation. Le forum et les travaux du Comité ne seront pas une dernière étape du processus de consultation. En effet, le gouvernement entend poursuivre ces consultations, comme je le disais, et nous espérons que ceci deviendra un heureux précédent qui se perpétuera tout au long du mandat de ce gouvernement.

Nous voulons que ce forum, dans les prochaines années, soit utilisé pour examiner certains aspects particuliers de la politique étrangère canadienne. Le gouvernement cherchera à maintenir un examen continu de sa politique étrangère auquel il associera les citoyens du pays et évidemment les représentants élus, car, dans ce monde où les changements rapides et bouleversants sont la norme, nous devons établir et élaborer un mécanisme souple et efficace. C'est ce que nous avons l'intention de faire et c'est ce que je promets en cette Chambre.

Tout en étant engagés dans notre examen de la politique étrangère, nous ne pouvons pas ignorer nos responsabilités internationales. À cet égard, cette année, nous devons participer à cinq grandes rencontres multilatérales. Le premier ministre a déjà participé, au début de l'année, au récent Sommet de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique Nord]. Il ira en Italie, au cours de l'été, pour participer au Sommet annuel des pays du Groupe des Sept. Il se rendra à l'automne en Asie pour participer à celui de l'APEC, la Coopération économique de l'Asie-Pacifique. Finalement, il participera au Sommet de l'Organisation des États américains et à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe [CSCE].

Nous serons donc, au cours de cette année, très présents sur la scène internationale et nous devons saisir cette occasion pour y faire connaître nos points de vue et nos intérêts.

Notre gouvernement a été élu et a reçu le mandat de renouveler notre économie, notre société, notre intégrité politique et notre confiance en l'avenir. Nous avons déjà amorcé le processus, mais nous savons qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à faire. Malgré les nombreux obstacles, il est clair que nous devons aller de l'avant.

Des défis énormes et des choix déchirants nous attendent et nous devons faire face à bon nombre d'entre eux ici même, dans notre pays. Comme nous le disions dans le Livre rouge, trouver des emplois, protéger l'environnement, promouvoir l'unité nationale, assurer la sécurité politique et enrichir l'identité culturelle du Canada sont tous des objectifs intrinsèquement liés aux mesures que prend le Canada sur la scène internationale.

La communauté internationale fait face à de graves problèmes. Pour les régler, les pays du monde entier devront unir leurs efforts. En matière d'économie, de sécurité mondiale, de respect du droit international, aucun pays ne peut faire cavalier seul. Nous avons tous des fardeaux similaires à porter et les liens qui nous unissent ne peuvent être rompus.

Ce gouvernement sait à quel point la tâche de renouveau national est ardue, mais nous savons aussi que notre bien-être en tant que pays dépend d'un environnement international stable dans lequel nous serons en mesure de prospérer.

Comme le disait le premier ministre dans notre Livre rouge : «Le Canada a toujours su s'adapter aux changements et surmonter l'adversité; ce sera aussi la clé de notre avenir.» Nous ne pouvons pas dissocier les changements survenus à l'étranger de ceux survenus chez nous. Nous devons faire preuve de détermination, d'imagination et de courage. Nous sommes confiants que nous réussirons à relever les défis de notre époque. Nous aurons cependant besoin de l'appui et de la confiance de tous les Canadiens et Canadiennes afin de relever ce défi extraordinaire. Nous avons démontré, dans le passé, notre volonté de résoudre les problèmes de ce pays de façon collégiale, de façon ouverte et de façon coopérative.

Le processus d'examen de la politique étrangère que je lance aujourd'hui entend respecter les mêmes principes. Pourtant, nous ne cherchons pas à jouer aux iconoclastes. Nous ne cherchons pas à renier toutes les valeurs qui nous ont guidés dans la conduite de notre politique étrangère jusqu'à maintenant. Nous devons arriver à un équilibre entre continuité et changement. Il existe beaucoup d'éléments solides de notre politique étrangère qui demeurent valables et nécessaires encore aujourd'hui, des

objectifs et des caractéristiques qui ont contribué à nous définir comme une nation indépendante aux yeux de la communauté internationale.

Je dirais que le monde entier attend quelque chose de nous qu'il n'attend pas des autres. En effet, il faut le rappeler, le Canada est un pays qui a quelque chose de spécial dont peu de pays au monde peuvent s'enorgueillir. Nous sommes, en quelque sorte, universels. Nous avons une universalité qui n'est semblable à aucun autre pays du monde. En effet, nous sommes d'Amérique, et parce que nous sommes d'Amérique, nous avons, à travers l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], tissé des liens particuliers avec nos voisins américains et mexicains. Mais étant d'Amérique et étant membres de l'Organisation des États américains, nous sommes aussi partenaires des pays des Caraïbes, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Mais nous ne sommes pas qu'américains, nous sommes aussi, du fait de notre géographie, de l'Atlantique. C'est pourquoi notre passé, notre histoire transatlantique, nous amènent à avoir des liens très étroits avec l'Europe, avec les pays d'Europe. Par conséquent, au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, nous avons tissé des liens d'amitié, des liens de coopération avec les pays de l'Europe. Mais nous sommes aussi du Pacifique. Et, à l'intérieur de l'APEC, nous sommes en train de développer de plus en plus des liens importants avec les pays de l'Asie. Mais nous avons trois mers. Nous avons l'Arctique. Et, de par cette situation géographique, nous devons aussi nous occuper de nos relations et entretenir des liens de coopération importants avec les pays nordiques.

Nous avons la chance d'avoir cette culture et ces langues française et anglaise, qui font que nous appartenons à la fois au Commonwealth et à la Francophonie. Et, à l'intérieur de ces organisations où le Canada joue un rôle marquant, nous sommes devenus des partenaires très importants de plusieurs de ces pays de l'Afrique et de l'Asie. À titre d'ancienne colonie britannique, nous avons des rapports fréquents et très harmonieux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, mais aussi avec une multitude de pays africains et asiatiques.

Nous avons pu jouer un rôle de rapprochement, de négociateur pour ramener la paix entre l'Inde et le Pakistan. Nous avons été entraînés dans la solution des règlements du conflit lors de la guerre de Corée. Nous avons participé activement en Europe, par nos militaires, à l'instauration d'une paix nouvelle à la suite de la dernière grande guerre mondiale. Et, plus récemment, avec les missions de paix des Nations Unies, le Canada a été présent un peu partout à travers le monde, mais plus particulièrement au Moyen-Orient, pour contribuer à l'édification d'un monde meilleur.

Or, quand nous faisons la somme de cette présence et de cette participation extraordinaire du Canada, nous nous rendons compte qu'il y a peu de pays sur la planète qui puissent prétendre posséder des relations aussi tangibles, aussi importantes avec des pays de tous les continents.

C'est donc en gardant ceci à l'esprit que nous devons penser comment nous pouvons améliorer et changer notre politique étrangère, en restant fidèles à ceux qui, avant nous, ont travaillé à l'édification de cette politique étrangère.

Nous devons, bien sûr, faire des choix, des choix difficiles dans certains cas, mais nous ne pourrions pas trahir les espoirs et la confiance qu'a mis en nous un nombre important de pays à travers le monde qui, comme je le disais au début, s'attendent à quelque chose de nous qu'ils n'attendent pas des autres.

Au moment d'amorcer ce processus d'examen de la politique étrangère, il faut tenir compte des mesures qui nous ont bien servi, de celles qui nous ont valu le respect et l'admiration des autres pays, des positions que nous avons prises et des progrès que nous avons réalisés dans des domaines cruciaux, comme la paix et la sécurité, les relations nord-sud et le respect des droits de la personne.

Nous pouvons être fiers du leadership dont a fait preuve le Canada dans la lutte mondiale contre l'apartheid en Afrique du Sud et dans la création des troupes de maintien de la paix. Nous avons toujours défendu nos valeurs et nos intérêts non pas par la force des armes et de la diplomatie belliqueuse, mais par la force de la raison et du dévouement. Nous avons toujours assumé les responsabilités qui nous incombent en tant que citoyens du monde et cherché à accroître la compréhension au niveau international grâce au multiculturalisme coopératif. Nous avons favorisé le commerce extérieur et les investissements au lieu de nous replier derrière une politique protectionniste. Le Canada a joué un rôle primordial dans le dénouement heureux des négociations de l'Uruguay Round et la création de l'Organisation mondiale du commerce.

Après avoir jeté les bases des grands principes qui nous sont chers, nous continuerons d'appuyer la paix et la sécurité, la prospérité et le développement au niveau international, le respect des droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement, la primauté du droit et le libre-échange.

Je pense que ces éléments continuent à être des objectifs primordiaux. Si des événements remarquables survenus ces dernières années nous donnent espoir, les temps modernes sont malheureusement toujours aussi dangereux et la guerre dans les Balkans en est un exemple, malheureusement, trop flagrant.

Ainsi, nous devons continuer à opérer la transition d'un système de sécurité destiné à contenir la menace soviétique à un système destiné à répondre aux crises et à l'imprévisible. Nous devons donc examiner l'avenir des organisations multilatérales, telles celles de l'OTAN et de la CSCE. Nous devons aussi redéfinir, comme je le disais plus tôt, le rôle des Nations Unies et nous devons aussi tenter de rendre plus efficaces et plus utiles des organisations régionales telle l'Organisation des États américains.

Nous devons aussi tuer dans l'oeuf de nouvelles sources de conflits possibles en poursuivant notre aide au programme de démantèlement des armes nucléaires, en l'élargissant et en faisant respecter les traités de non-prolifération, notamment en Corée du Nord, en Asie du Sud et au Moyen-Orient.

Les armes chimiques et biologiques de destruction massive suscitent de nouvelles craintes. Les récents traités visant à mettre un terme à leur prolifération constituent un pas dans la bonne direction, mais il faudra améliorer les mesures sur le contrôle et l'accès. Il faudra aussi prendre des mesures internationales pour mettre un frein à l'accumulation excessive des armements classiques.

Les grands mouvements de population, qu'il s'agisse de réfugiés qui fuient la persécution ou de gens à la recherche de meilleures conditions économiques, se poursuivront. Tous les jours, la télévision nous montre le désespoir des exilés, des scènes qui nous rappellent tout le chemin qu'il nous reste à parcourir.

Les pays devront tous collaborer pour régler les problèmes à l'origine des pressions qu'exercent les mouvements migratoires. Les mesures d'urgence visant à diminuer les pressions et à endiguer le flot d'immigrants finiront par échouer.

La montée de l'ultranationalisme comme idéologie politique place les progrès de la démocratie à la merci de l'intolérance. Nous devons mener une action internationale pour résoudre les problèmes reliés au traitement des minorités ethniques, religieuses et culturelles. Le Canada a beaucoup à offrir à la communauté internationale dans ce domaine. Les volets politiques, sociaux et économiques et les différentes questions environnementales doivent être étudiés comme des composantes d'un tout. Les solutions que nous devons trouver aux nouvelles menaces écologiques ne seront pas toujours faciles à accepter. Le développement durable est la seule voie, à la fois pour les pays en développement et pour les pays industrialisés.

Sur le plan économique, nous sommes aux prises avec une véritable révolution. Les progrès marqués de la technologie sont en train de transformer du tout au tout l'organisation de la production, les modèles d'investissement et les transferts financiers,

changements qui défient les formes traditionnelles d'analyse et de contrôle.

Mon collègue, le ministre du Commerce international, va examiner de façon plus approfondie ces changements et leurs répercussions pour le Canada.

Je tiens à faire remarquer que les changements économiques, politiques et sociaux ne peuvent être isolés les uns des autres. Comme on peut le voir en Europe de l'Est, ils s'entrecroisent, se chevauchent et se heurtent parfois.

C'est avec ceci en tête que nous désirons bénéficier de l'expérience et des connaissances des Canadiens et des Canadiennes. Nos compatriotes, je le sais, ont à coeur la politique étrangère de leur pays. Nous devons donc écouter la population. C'est elle qui le mieux peut nous dire quels sont les valeurs et les intérêts que ce pays doit promouvoir à l'étranger et quelles sont les contributions dont la Communauté internationale peut le plus bénéficier.

Cependant, je dirais que nous devrions tenir compte de l'importance de notre présence culturelle à l'étranger dans notre exercice d'examen de la politique étrangère. Nous devons reconnaître que cette composante de notre action internationale est aussi directement liée à nos efforts nationaux pour renforcer la créativité, l'innovation et le développement des ressources humaines.

Bien entendu, nos politiques doivent être réalistes. Nous ne pourrions malheureusement pas faire tout ce que nous voudrions. Ainsi, des choix difficiles devront être faits. Nos ressources étant limitées, nous devons concentrer nos efforts là où notre contribution aura le plus d'effet. Nous ne déclarons aucun tabou dans cet exercice d'examen de la politique étrangère. Nous devons cependant, en tant que gouvernement, dresser les grandes lignes de cette politique et le gouvernement entend poursuivre son action dans les domaines suivants : premièrement, promouvoir la paix et la sécurité internationales; deuxièmement, définir la place du Canada dans un monde où le rôle des associations régionales est de plus en plus important; troisièmement, faire le lien entre nos valeurs et nos intérêts, y compris nos intérêts économiques et commerciaux.

Geoffrey Pearson, dans son livre *Seize the Day*, rappelle avec beaucoup d'à-propos comment Lester B. Pearson et ses collègues du ministère ont façonné une politique étrangère canadienne indépendante, originale, avant-gardiste, basée sur des valeurs vraiment canadiennes, mais axée sur une participation continue au sein des instances internationales comme les Nations Unies et l'OTAN.

En effet, le Canada a toujours axé sa politique de sécurité sur deux institutions multilatérales : l'OTAN afin de contenir la menace d'expansion communiste et de protéger la démocratie, et les Nations Unies afin de promouvoir les valeurs de dialogue et de coopération pour résoudre ou empêcher les conflits. La disparition du communisme a réduit l'importance de l'OTAN en tant qu'alliance militaire mais je pense qu'il reste encore beaucoup à faire pour l'OTAN.

Dans cette Europe instable et au visage nouveau, l'OTAN doit se transformer en une organisation de sécurité collective, tout en accueillant dans ses rangs les pays de l'Europe de l'Est qui veulent se joindre à nous et qui veulent être nos amis et non plus nos ennemis. Il y a là une chance que le monde occidental ne peut ignorer et ne peut refuser de comprendre et de saisir et sur laquelle il devra agir le plus rapidement possible.

Si l'OTAN a un rôle différent, l'ONU, quant à elle, a dû faire face à une multitude de nouvelles demandes et son rôle, loin de diminuer, a considérablement augmenté. Le Canada, comme vous le savez, a grandement contribué à l'édification des Nations Unies, qui reflètent d'ailleurs de nombreuses valeurs chères aux Canadiens et aux Canadiennes. Après presque 40 ans de quasi-paralyse causée par la Guerre froide, on demande maintenant aux Nations Unies de jouer un rôle de plus en plus actif dans la recherche et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Bien entendu, une telle transition n'a pas été facile. Loin de succomber à la tentation de la critique, nous devons admettre que l'on a demandé à l'ONU, presque du jour au lendemain, de jouer un rôle pour lequel elle ne s'est jamais préparée. L'on en vient même à se demander comment elle a pu travailler au cours de cette période éprouvante. Je pense que nous devons remercier le secrétaire général, M. Boutros-Ghali, et saluer ses efforts remarquables. Il a besoin de l'appui et de l'encouragement de tous les pays et de tous les représentants des pays membres des Nations Unies qui recherchent la paix.

Le Canada a été à la tête des appels pour une réforme profonde de cet organisme. Mais nous devons faire preuve aujourd'hui de tout autant de courage, d'innovation et de détermination qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale lorsque les nations du monde se sont unies pour créer les grandes institutions internationales qui, je le crois, nous ont très bien servis au cours des années, malgré leurs imperfections.

Toutefois, l'inertie des institutions nuit à la pensée créatrice. Nous reconnaissons que le monde est beaucoup plus complexe aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 50 ans. Nous constatons qu'il y a aujourd'hui beaucoup plus de pays représentant beaucoup plus d'intérêts et de façons de voir, et nous comprenons qu'on ne

peut pas faire table rase et recommencer à zéro, en ne tenant aucun compte de l'apport considérable des organisations internationales et, en particulier, des Nations Unies. Comme le disait Lester B. Pearson, il y a des années : «On ne peut abandonner les Nations Unies comme principale structure de paix.»

Cependant, nous croyons qu'il est à nouveau temps de chercher des idées nouvelles en ce qui concerne l'avenir que nous souhaitons pour la communauté mondiale. Nous pourrions puiser dans nos connaissances et nous inspirer de notre expérience pour mettre au point de nouvelles idées en matière de réalisation, de maintien et d'édification de la paix; de contrôle des armements et de désarmement; de formes d'arbitrage et de procédures de recours dans les cas de conflits entre États; de réforme des organismes des Nations Unies spécialisés dans les questions économiques, sociales ou culturelles; de mesures pratiques pour renforcer la collaboration entre les organisations de sécurité; d'amélioration des mécanismes multilatéraux de développement en vue de mettre fin au sous-développement chronique; de catastrophes écologiques internationales et de migrations internationales de populations.

Cette liste n'est manifestement pas exhaustive, mais elle cerne les domaines dans lesquels le Canada, de l'avis du gouvernement, peut contribuer à améliorer les choses. Maintenant que la Guerre froide est terminée, il faut continuer à encourager les divers pays du monde à rechercher la paix. Il faut continuer à chercher des façons de promouvoir le dialogue et la collaboration entre les nations.

Comme l'a dit Lester Pearson en acceptant le prix Nobel de la paix, en 1957 :

La meilleure garantie de paix, ce n'est pas le pouvoir, mais la suppression de la cause de la guerre, des accords internationaux qui établissent la paix sur des bases plus solides que la terreur de la destruction.

Dans ce nouveau contexte international, le Canada doit revoir ses priorités géographiques. La fin d'un monde bipolaire et l'apparition de nouvelles puissances économiques ont contribué au développement des groupes régionaux. Les institutions régionales peuvent apporter de nombreux bénéfices au système international. Elles sont parfois le meilleur instrument de développement économique et de médiation.

Nous espérons que la puissance croissante de certains pays leur donnera la confiance et la détermination nécessaires afin de promouvoir une coopération entre régions sur un nombre important de questions internationales. Nous voulons établir des liens solides qui nous permettraient d'entamer un dialogue franc et ouvert sur nos préoccupations économiques, sociales, politiques

et en particulier sur les droits de la personne. Cependant, il se peut que ces régions se constituent en blocs hostiles et agressifs. Le Canada a beaucoup à apporter afin d'éviter une telle évolution.

Nous connaissons l'importance du dialogue et de la coopération au Canada. Le gouvernement est déterminé à aider les pays du monde à adopter cette voie. Pour ce faire, il nous faudra examiner nos priorités. Nous demeurerons attachés à l'Europe, parce que nous y avons des liens historiques, culturels, politiques, économiques et de sécurité, mais nous devons également regarder comment cette Europe évoluera avec le développement croissant de l'Union européenne. Celle-ci, il faut le reconnaître, jouera un rôle de plus en plus important en Europe, ce qui amènera l'Amérique du Nord, le Canada en particulier, à revoir sa position envers le vieux continent.

Il est clair que l'Amérique du Nord devra réévaluer sa présence et son influence dans une Europe qui devient plus forte et plus unie. Notre mission politique dans l'Europe d'aujourd'hui consiste à édifier les structures économiques et démocratiques, et à garantir la sécurité de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, y compris de la Russie et de l'Ukraine.

Les dernières élections en Russie nous posent de nouveaux défis. Les résultats des prochaines élections en Ukraine pourraient aussi avoir de sérieuses répercussions sur l'avenir de cette nation. Nous avons déjà fait état de notre volonté d'établir des relations particulières avec l'Ukraine et j'ai déjà annoncé des mesures précises en ce sens.

Il est évident qu'il y a encore beaucoup à faire. Nous continuerons de travailler en étroite collaboration avec nos alliés traditionnels et avec nos nouveaux amis européens pour promouvoir la sécurité. Cependant, les rôles respectifs de l'Amérique du Nord et de l'Europe changeront graduellement. La transition conduira à de nouveaux rapports aussi riches et harmonieux que ceux qui nous ont permis de survivre à la Guerre froide, mais ils seront axés sur de nouvelles bases qui reflètent le contexte mondial actuel.

Par sa situation géographique, le Canada est une nation septentrionale. Nos rapports avec les États-Unis sont d'une extrême importance pour nous et les nombreux dossiers où convergent nos intérêts mutuels sont traités dans un climat qui rappelle celui des relations d'affaires. Nous avons l'intention d'entretenir ce même climat.

Les États-Unis sont en train de s'adapter à des changements qui se produisent sur leur territoire et à l'étranger, aussi partageons-nous beaucoup de préoccupations. Nous croyons que l'expérience du Canada, particulièrement notre approche vis-à-vis

des relations multilatérales, pourra être profitable aux Américains lorsque viendra le temps d'adopter de nouvelles perspectives dans ce domaine. Nous attendons avec impatience de commencer à travailler d'une manière constructive sur la scène internationale avec notre voisin.

Cependant, cela ne signifie pas que nous modifierons nos priorités ou que nous compromettrons nos intérêts pour éviter à tout prix des différends entre nos deux pays. C'est ce que j'ai fait savoir très franchement et très directement à mon homologue américain, Warren Christopher, lors de ma récente visite à Washington, le mois dernier. Je lui ai exposé sans détour les préoccupations du Canada au sujet des efforts déployés par un certain groupe d'Américains pour réduire nos exportations de produits agricoles et autres.

J'ai également fait savoir à M. Christopher que le gouvernement libéral est déterminé à adopter une politique étrangère indépendante. Affirmer notre indépendance ne signifie pas que nous nous opposons à la politique américaine, mais que nous tenons à ce que certaines mesures tiennent compte du point de vue du Canada. Notre espoir de voir, par exemple, les États-Unis lever l'embargo commercial contre Cuba montre clairement notre désir. C'est une question dont j'ai discuté récemment avec mon homologue mexicain, M. [Manuel] Tello, lorsque je me suis rendu au Mexique à titre de chef de la délégation canadienne au comité ministériel mixte bilatéral.

Le Canada a toujours été à l'avant-garde des initiatives diplomatiques. Nous avons reconnu la Chine avant les Américains et, d'une certaine façon, c'est nous qui avons ouvert la voie qui a mené le président [Richard] Nixon en Chine. Nous avons contribué à changer considérablement les relations avec ce géant d'Asie.

Nous, les Canadiens, croyons que nous pouvons jouer un rôle très important pour faire régner la démocratie et le respect des droits de la personne dans tout l'hémisphère. Le Canada appliquera vigoureusement cette politique dans toutes les régions des Antilles, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, en collaboration avec d'autres pays et certainement pas contre la volonté des Américains, mais bien en tant que partenaire au sein de l'Organisation des États américains.

Il est évident que nous devons développer encore plus nos liens avec l'Amérique latine. C'est avec beaucoup d'enthousiasme que nous voyons la possibilité de créer un véritable projet à l'échelle de l'hémisphère qui irait de nos banquises jusqu'à la Terre de feu. Notre commerce et nos investissements représentent un potentiel énorme. L'Accord trilatéral de libre-échange nord-américain nous indique la marche à suivre. Cependant, avant

d'arriver à un tel projet, de nombreuses étapes devront être franchies.

Nous voulons encourager ce dialogue franc et honnête avec nos partenaires au sujet de nos problèmes communs et respectifs. Nous devons définir ensemble les résultats que nous comptons obtenir afin d'établir clairement nos priorités.

L'Organisation des États américains peut jouer un rôle décisif dans nos relations au sein de l'hémisphère, et le Canada désire rendre cette organisation encore plus efficace et plus dynamique.

La création, par le gouvernement libéral, d'un poste de secrétaire d'État, avec la responsabilité pour l'Amérique latine, démontre notre intérêt pour la région. Ma collègue, l'honorable Christine Stewart, a déjà effectué deux voyages en Amérique latine afin de promouvoir les liens du Canada avec ses partenaires de l'hémisphère. Je lui laisserais le soin de parler plus en détail de nos objectifs. Mais je veux aussi dire que M^{me} Stewart assume la responsabilité pour l'Afrique. Et c'est à ce titre qu'elle dirigera la délégation bilatérale canadienne à la mission d'observation des élections en Afrique du Sud et qu'elle visitera prochainement des pays d'Afrique pour maintenir nos liens très étroits avec ce continent.

La région de l'Asie-Pacifique est devenue une puissance économique de tout premier ordre.

Comme nous l'avons dit dans notre Livre rouge, notre prospérité économique dépend en partie de notre volonté de développer nos liens commerciaux avec les pays du bassin pacifique. Nous travaillerons sans relâche avec nos partenaires du secteur privé afin d'accroître les possibilités d'exportation pour nos entreprises.

Nous nous attendons également à voir la région jouer un rôle de plus en plus actif en matière de politique et de sécurité au fur et à mesure de l'accroissement de sa puissance économique.

Afin de marquer l'importance que nous accordons à cette question, le gouvernement a aussi nommé un secrétaire d'État pour l'Asie-Pacifique. Je sais que l'honorable Raymond Chan a déjà pris des mesures pour favoriser les liens et les échanges du Canada avec les pays de la région et qu'il a l'intention de vous les exposer plus tard aujourd'hui au cours de ce débat.

Avec sa côte ouest ouverte sur le Pacifique, le Canada a intérêt à développer et à diversifier ses liens économiques et sociaux avec les pays de la région, comme l'a démontré le premier ministre lors du Sommet de l'APEC, à Seattle en novembre dernier.

Les intérêts du Canada sont d'ordre mondial et nous continuerons à avoir une politique étrangère active et à l'image de nos intérêts. Le Canada a joué un rôle important au fil des années dans la recherche de la paix. Nous participons actuellement, d'une façon très active, au processus de paix au Moyen-Orient et nous assumons la présidence du Comité de travail sur les réfugiés. Nous avons présidé une réunion à Montebello le mois dernier pour coordonner le travail de tous les groupes multilatéraux participant au processus de paix au Moyen-Orient.

En Afrique du Sud, nous participons activement à la transition vers la démocratie. Ailleurs en Afrique, que ce soit bilatéralement ou au sein du Commonwealth ou de la Francophonie, nous travaillons activement avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales afin de contribuer au développement économique et démocratique de ces pays.

Il est évident que nous continuerons à être actifs à travers le monde. Cependant, dans cette époque de contraintes budgétaires, notre rayon d'action ne peut plus être aussi large. Les changements survenus dans le monde ainsi que dans notre pays nous amèneront à faire des choix importants.

Nous voulons avoir une politique étrangère cohérente et efficace. Alors, ces choix doivent absolument être guidés par notre volonté d'établir des mécanismes régionaux et interrégionaux qui nous serviront bien dans le nouveau siècle qui approche.

Nous resterons actifs et continuerons de respecter nos engagements envers la communauté internationale, mais nous ne pouvons plus assurer la même présence partout. C'est un point très important. Nous pouvons continuer d'assurer une présence, mais pas la même partout. À cause des changements dans le monde et dans notre propre capacité, nous devons faire des choix, et ce comité parlementaire devra nous aider à faire ces choix et à établir des priorités.

Je voudrais, en terminant, aborder la question des droits de la personne dans notre politique étrangère. Certains voudraient une politique étrangère axée uniquement sur la promotion stricte des droits de la personne et de leur valeur, tout en ignorant les autres intérêts du Canada. D'autres voudraient une politique étrangère au service exclusif de nos intérêts économiques.

Il est beaucoup trop facile et dangereux de simplifier le débat de la sorte. Nous ne ferions alors que compromettre la politique étrangère de ce pays. Nous devons reconnaître qu'une vision du monde ainsi tranchée serait mauvaise. Certes, nos intérêts économiques sont importants. Certes, nous voulons promouvoir les droits de la personne. Cependant, nous n'avons pas le droit d'imposer l'un au détriment de l'autre. L'insécurité, l'instabilité et la guerre sont néfastes au commerce

international. Les droits de la personne, la démocratie et le bon gouvernement sont les meilleurs défenseurs de la paix et la sécurité.

L'histoire nous démontre que le développement économique et le respect des droits de la personne vont de pair. L'accroissement de la prospérité est souvent ce qui déclenche les changements sociaux. Lorsque nous parlons de prospérité économique, nous parlons aussi de commerce international et d'investissements. Il est clair que le développement du commerce international et des investissements est essentiel pour le Canada, pour notre prospérité. Nous en dépendons pour notre propre développement, pour la création d'emplois et pour notre relance économique. Il y a donc une interaction complexe entre les valeurs et les intérêts à la fois dans les pays en développement et chez nous au Canada.

N'y a-t-il pas moyen de mieux refléter nos valeurs et nos intérêts dans notre politique étrangère? N'y a-t-il pas moyen de les associer? Pouvons-nous mettre en place des mécanismes économiques et politiques qui illustreront la voie de la prospérité pour tous et qui passent également par les droits fondamentaux pour tous?

Je crois, et je le pense très profondément, que le droit et le devoir d'ingérence représentent un tournant dans l'histoire de l'humanité. Depuis peu de temps, le monde a compris et accepté cette intervention qui, pour certains, est considérée comme une ingérence dans la politique interne d'un pays, mais qui, pour beaucoup, est le gage de l'espoir.

Je le dis parce que je l'ai vécu. J'ai rencontré, en Haïti, des religieux et des religieuses, des Canadiens qui oeuvrent là-bas, des être absolument remarquables, qui m'ont en fait appris le devoir d'ingérence. Avec la capacité d'intervention que possède le Canada, nous ne pouvons pas négliger d'utiliser cette capacité pour faire avancer les droits et le respect de la personne. Nous ne pouvons pas rester insensibles au fait qu'à travers le monde des millions d'êtres humains, des millions, sont bafoués dans leurs droits les plus fondamentaux.

La barbarie moderne s'appelle l'indifférence. Nous devons donc multiplier nos efforts pour faire triompher la démocratie partout où l'occasion nous est offerte, nous, Canadiens, car la démocratie demeure la valeur suprême, que ce soit ici dans la neige glacée, que ce soit là-bas dans les rizières, que ce soit dans l'herbe haute ou dans la forêt tropicale ou que ce soit encore sur le sable chaud ou la terre aride. Partout, la démocratie demeure la valeur suprême.

Et pour que la démocratie soit vraiment synonyme de paix, il faut, par l'entremise de notre politique étrangère, la soutenir.

Là où il y a des régimes démocratiques, ces régimes respectent la paix et la promeuvent dans le monde. Là où il y a la démocratie, il y a partout le respect des minorités et la protection des droits de la personne.

Nous devons donc, et je le dis, être les promoteurs inlassables à travers le monde, de la démocratie. Et, ce faisant, nous allons favoriser la paix et la sécurité dans le monde. Cela ne veut pas dire que nous devons couper nos liens politiques, économiques avec les pays qui ne respectent pas la démocratie et les droits de la personne, parce que, si nous les isolons, nous ne pourrions jamais les influencer. C'est pourquoi je dis à ceux qui voudraient absolument que nous mettions le respect des droits de la personne comme une condition *sine qua non* de nos relations commerciales avec certains de ces pays, qu'ils font fausse route.

Autant devons-nous poursuivre, sans relâche, l'avancement de la démocratie dans ces pays où il n'y en a pas, autant devons-nous le faire d'une façon minutieuse, respectueuse, mais tenace, et jamais sans aucun fléchissement. Et je crois qu'avec persévérance et détermination, les valeurs canadiennes sauront primer et sauront être retenues par ces pays que nous devons aider, ces pays que nous devons aider non pas pour leurs dirigeants, mais pour leur population qui souffre et qui mérite mieux.

Cela m'amène à parler de notre programme d'aide au développement. Les Canadiens sont fiers de notre travail dans le domaine de l'aide au développement, mais ils ont des inquiétudes à l'égard de la prestation du programme et de son efficacité à long terme.

La nécessité d'examiner les objectifs et l'utilité de l'aide au développement devient de plus en plus pressante en cette période où les gouvernements et les sociétés font face à des problèmes de dette, de déficit et d'adaptation structurelle. On insiste aussi de plus en plus pour que les pays que nous aidons prouvent l'utilité et l'efficacité de l'aide qu'ils reçoivent. Les pays en développement devront montrer qu'ils ont adopté ou qu'ils sont prêts à adopter des politiques sociales et économiques et des programmes politiques qui maximiseront l'efficacité des programmes d'aide au développement.

Dans ses énoncés de politique précédents, le gouvernement a reconnu la relation d'interdépendance qui existe entre les pays développés et les pays en développement. Certains disent que nous devrions abandonner notre engagement envers le monde en développement parce que nous ne pouvons rien changer. Je répondrai à cela que nous devons changer quelque chose, autrement nous verrons s'accroître le degré d'insécurité, d'instabilité et d'incertitude à l'échelle mondiale, ce qui présentera une menace pour nous.

Nous devons travailler au niveau national et au niveau international avec les autres donateurs pour faire en sorte que notre aide soit cohérente et qu'elle produise les meilleurs résultats possibles.

Nous croyons que le développement économique et social du tiers monde constitue un élément fondamental de notre propre sécurité. Les conséquences du sous-développement tels que la croissance incontrôlée de la population, les ravages écologiques et les migrations humaines massives ont un effet à long terme sur notre sécurité. Peut-être encore plus dangereux pour nous que la menace nucléaire est l'écart entre les riches et les pauvres sur la planète. Et cet écart va sans cesse grandissant. Malheureusement, les gens les plus pauvres savent qu'ils sont les plus pauvres.

Dans le monde d'aujourd'hui, avec les communications que nous avons, nous ne pouvons plus cacher cette réalité.

Les gens du Sud qui souffrent, qui sont dans la misère, savent que les gens du Nord vivent dans la richesse et l'opulence. Si nous ne pouvons poser des gestes pour assurer que ces gens du Sud vont profiter de la richesse des gens du Nord, nous aurons alors un problème immensément grave sur notre planète, parce que les mouvements ultranationalistes, les mouvements extrémistes, les mouvements intégristes se serviront de cette misère humaine pour les tourner contre les pays les plus riches et se serviront de cette situation pour être une force de révolution dans le monde. Il est donc impératif pour nous de nous associer à d'autres partenaires afin de travailler à faire disparaître la misère humaine sur le globe.

Je pense qu'il est important, en formulant notre politique étrangère, de nous poser la question suivante : Dans quelle sorte de monde voulons-nous vivre?

En formulant une politique étrangère, on ne devrait jamais séparer les questions touchant l'avenir du Canada de questions plus vastes touchant, par exemple, le genre de monde que nous souhaitons. Ce sera la question à laquelle les membres du comité parlementaire devront répondre en formulant des suggestions concernant notre politique étrangère. Je suis impatient de recevoir leurs points de vue et leurs conseils à cet égard.

Je vais vous dire dans quel genre de monde j'aimerais vivre. Je rêve d'un monde où il n'y aura plus de course aux armements, plus de famine ni de privations économiques. Je rêve d'un monde où tous les enfants iront à l'école le jour dans un environnement sans danger et iront se coucher le soir bien nourris et dans un logement convenable.

Il s'agit évidemment d'un rêve. Mais le Canada devrait travailler d'arrache-pied à faire de ce rêve une réalité. Après tout, de grands événements, impensables il y a quelques années, ont suscité un renouveau, un nouveau sentiment d'espoir, et doivent nous inspirer tous, nous les parlementaires engagés dans ce processus démocratique de prise de décisions pour notre pays.

Nelson Mandela a été libéré de sa cellule de prison et dirige maintenant son parti engagé dans les premières élections démocratiques de l'Afrique du Sud. L'électricien des chantiers maritimes de Gdansk et chef d'une organisation syndicale clandestine, Lech Walesa, est maintenant le président démocratiquement élu de la Pologne. Un prisonnier politique et auteur dramatique, Vaclav Havel, est maintenant le président de la République tchèque.

C'était impensable il y a quelques années à peine. Mais certains rêves se sont réalisés.

Je pense que nous devons travailler activement à doter le Canada d'une politique étrangère qui correspond à nos aspirations et qui représente pour nous le maintien de notre présence sur la scène internationale, selon notre tradition d'excellence et selon notre travail bien fait dans le passé et qui doit continuer d'être bien fait dans le futur.